



POLICY BRIEF

PB 20 - 29

Avril 2020

L'AGENDA DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU AU PREMIER TRIMESTRE 2020 : LES FOYERS CLASSIQUES DE TENSION L'EMPORTENT SUR LE **COVID-19**

Par Abdelhak Bassou

L'agenda du Conseil de Sécurité de l'ONU au premier trimestre 2020 : les foyers classiques de tension l'emportent sur le Covid-19

Résumé

Parallèlement à l'apparition du Covid-19 au début de l'année en cours, les différents foyers de tensions et de guerres ont vu se développer, entre les belligérants, des escalades dangereuses qui menacent la paix et la sécurité dans le monde. Du Yémen au Sahel, en passant par la Syrie et la Libye, le monde voyait les chances de retrouver la sérénité et la quiétude s'évaporer avec les tirs de mortiers, les raids aériens, les attaques de drones et le renforcement des lignes de fronts en divers arsenaux.

Au fur et à mesure que la menace du Coronavirus avançait et se précisait, les yeux du monde se tournaient vers le Conseil de Sécurité pour se prononcer contre ce fléau qui, s'il ne menaçait pas la paix et la sécurité dans le monde, faisait au moins fonction de facteur multiplicateur de risque sur les pays et populations des zones de tension.

Le Conseil est pourtant resté figé sur les foyers classiques durant tout le premier trimestre de l'année, et ces foyers sont restés figés sur leurs escalades en dépit de trêves fragiles au Yémen et à Idlib.

Verra-t-on une meilleure prise en main au deuxième semestre ?

Introduction

Aux derniers jours de l'année 2019e, le monde n'imaginait pas devoir faire face, durant le premier trimestre de 2020, à une pandémie qui allait paralyser le globe, en clouant au sol les flottes aériennes, en arrêtant le fonctionnement des usines et des entreprises, en fermant les écoles et universités et en confinant chez eux des millions, voire des milliards de personnes. Des informations sporadiques circulaient sur un problème sanitaire en Chine, mais pas au point d'imaginer un cataclysme, tel que celui qui frappe l'humanité en ces moments.

La reprise des hostilités à Idlib, en Syrie, et les menaces d'une crise migratoire qui pouvaient en découler, la guerre au Yémen, l'implication de la Turquie dans le conflit libyen, certaines élections africaines, les nouvelles initiatives au Sahel, la guerre économique sino-américaine, le conflit entre les Etats-Unis d'Amérique (USA) et l'Iran, les effets du Brexit, la situation en Corée du Nord, les tensions dans la zone indopacifique,

les élections aux USA ou encore l'éternelle question palestinienne constituaient le gros des foyers de tension à surveiller et des dossiers chauds qui s'accaparaient l'attention des analystes et des politiciens. Il en a résulté une réaction tardive face à la pandémie, non seulement de la part des pays mais également des instances internationales.

Entre le 8 janvier et le 12 mars 2020, le Conseil de Sécurité de l'ONU ne consacre aucune de ses 46 réunions à la question de la pandémie Covid-19. Durant cette période, le Conseil s'est penché sur le Moyen-Orient, le Yémen et la Palestine (9 fois) ; sur la Syrie (8 fois) et sur le Sahel et le terrorisme en Afrique (3 fois). Des sujets comme le respect de la charte des Nations unies ; la Libye ; l'Ukraine ; la République centrafricaine ; la Guinée-Bissau ; la Somalie et le Soudan du Sud ont eu droit à deux réunions chacun. D'autres sujets divers ont fait l'objet des 12 réunions restantes (voir tableau annexé).

Au niveau des résolutions prises entre le 10 janvier et le 12 mars 2020, le Moyen-Orient s'est vu consacrer trois résolutions, Soudan et Soudan du Sud ainsi que la Libye (deux résolutions pour chaque question), tandis que l'Afghanistan, la Guinée-Bissau, la République centrafricaine et Chypre ont fait l'objet d'une résolution chacun (voir photo ci-après).

Le Conseil ▾	Sanctions ▾	Membres ▾	Réunions ▾	Documents ▾	Actualités
Accueil » Résolutions adoptées par le Conseil de sécurité en 2020					
Résolutions adoptées par le Conseil de sécurité en 2020					
S/RES/2514 (2020)	12 mars 2020	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud			
S/RES/2513 (2020)	10 mars 2020	La situation en Afghanistan			
S/RES/2512 (2020)	28 février 2020	La situation en Guinée-Bissau			
S/RES/2511 (2020)	25 février 2020	La situation au Moyen-Orient			
S/RES/2510 (2020)	12 février 2020	La situation en Lybie			
S/RES/2509 (2020)	11 février 2020	La situation en Lybie			
S/RES/2508 (2020)	11 février 2020	Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud			
S/RES/2507 (2020)	31 janvier 2020	la situation en République centrafricaine			
S/RES/2506 (2020)	30 janvier 2020	La situation à Chypre			
S/RES/2505 (2020)	13 janvier 2020	La situation au Moyen-Orient			
S/RES/2504 (2020)	10 janvier 2020	La situation au Moyen-Orient			

Source : <https://www.un.org/securitycouncil/fr/content/resolutions-adopted-security-council-2020>

1. Le covid-19, une question de paix et de sécurité ?

Jusqu'à la fin du mois de mars 2020, la Chine et la Russie (membres permanents) et l'Afrique du Sud (membre non-permanent) continuent de s'opposer à voir le Conseil de Sécurité se saisir d'un sujet dominé par la santé et qui, de leur avis, ne constitue pas une menace pour la paix et la sécurité dans le monde.

Les avis divergent, d'ailleurs, non seulement au Conseil de Sécurité, mais également entre spécialistes et experts :

- Mr. Mohamed Loulichki, ancien ambassadeur du Maroc à l'ONU, et Senior fellow au Policy Center for the New South, s'étonne du silence du Conseil de Sécurité sur le Coronavirus. Il soutient que la crise du Covid-19 impacte la paix et la sécurité internationales. Le diplomate marocain s'appuie sur la position du Conseil de Sécurité face aux épidémies d'Ebola et du VIH/sida qui ont été considérées comme menaces à la paix internationale, pour appeler à une intervention du Conseil au sujet du Covid-19, qui, comme les deux épidémies précitées, constitue une menace à la sécurité internationale¹.
- Pour le Général Dominique Trinquand, ex-chef de mission militaire auprès de l'ONU, spécialiste de la gestion de crise et des Opérations de maintien de la paix, le silence du Conseil de Sécurité est compréhensible, puisque cet Organe n'a autorité d'agir que lorsqu'il y a menace sur la paix dans le monde². Ce qui sous-entend que, pour Dominique Trinquand, la pandémie actuelle n'est pas une menace à la paix internationale.

Jusqu'à la fin du mois de mars, et en dépit des différentes déclarations du Secrétaire général de l'ONU, qui tire la sonnette d'alarme sur les graves conséquences de la pandémie sur la paix et la sécurité dans le monde, le Conseil de Sécurité continue de faire la différence, d'une part, entre la paix et la sécurité dans le monde, domaine qui relève de ses compétences et, d'autre part, les interactions entre certains phénomènes (dont le Coronavirus) et les foyers de tension, sujet qui n'est pas de son ressort.

Durant tout le premier trimestre de l'année, la question du Covid-19 reste exclue du dossier de paix et de sécurité dans le monde, sinon dans l'esprit de tout le Conseil de Sécurité, du moins dans celui de deux de ses membres permanents. Le Conseil de Sécurité ne s'est donc occupé que de ses dossiers en cours, comme le montre le tableau cité plus haut.

L'inaction prolongée du Conseil de Sécurité sur une crise qui, selon certains avis, peut porter préjudice à la paix et la sécurité mondiales, pousserait le Conseil à maintenir son silence. Car, si le Conseil agit à présent, il serait critiqué pour le retard qu'il a accusé à réagir. La position la plus réconfortante- même dans l'esprit de la France, des USA et du Royaume-Uni- serait de maintenir qu'il ne s'agit pas d'une menace à la paix et la sécurité et que le Conseil n'est pas habilité à intervenir.

L'insistance des membres non-permanents, menés par l'Allemagne, pourrait donner lieu à une réunion du Conseil de Sécurité, mais une réunion dont le sort reste incertain du fait des velléités de règlement de comptes entre les cinq grands.

1. Voir : <https://www.policycenter.ma/sites/default/files/PP%20-%2020-05%20%28%20Loulichki%20%29%20COVID19%20%281%29.pdf>

2. « Aujourd'hui, les 15 membres du Conseil de Sécurité ne sont pas d'accord que le Coronavirus soit une menace sur la paix. Une "menace sur le monde", c'est possible, mais sur la paix, non...même si on mène une "guerre" contre le Coronavirus, il n'y a pas de menace pour la paix. » argue le Général ; voir : <https://fr.sputniknews.com/international/202004011043450861-pandemie-du-covid-19-et-lequilibre-dune-presence-militaire-ca-peut-rendre-nerveux-au-pentagone/>

A la fin du mois de mars, les avis étaient très partagés, voire même contraires. Washington réclame que toute réunion ou document adopté souligne l'origine chinoise de la pandémie. Russie et Chine s'opposent à la tenue de réunions sur le Covid-19 et jugent suffisant que le Conseil de Sécurité parle du Covid-19 lorsqu'il traite d'un pays en conflit, sans qu'il soit besoin de s'en préoccuper de manière transversale. Une réunion du Conseil de Sécurité ne dépasserait donc pas, au cas où elle se tient, le cadre routinier et habituel ; elle n'irait pas au-delà de l'appel à un cessez-le-feu dans tous les foyers de guerre, pour question humanitaire.

2. Au Moyen-Orient, le Yémen, l'Iran et la Palestine des conflits toujours prioritaires pour le Conseil de Sécurité

- **Le Yémen**

De toutes les questions relatives à la paix et à la sécurité au Moyen-Orient, le Yémen s'est accaparé une bonne part de l'attention du Conseil de Sécurité durant le premier trimestre de 2020. En effet, les espoirs suscités par la volonté des uns et des autres d'amorcer une désescalade dans le conflit du Yémen durant le dernier trimestre de 2019 ont été de courte durée. La reprise des actions militaires s'est traduite par des actions de grande envergure des deux côtés dès le mois de janvier 2020. A la mi-février, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, M. Martin Griffiths, soulignait devant le Conseil de Sécurité le « risque que la spirale de violence ne devienne incontrôlable »³. En conséquence, le Conseil de Sécurité, décide, le 25 février, de prolonger jusqu'au 26/2/2021 les sanctions financières et les interdictions de voyager imposées au Yémen. Ce n'est cependant pas ce qui empêche les parties en conflit de continuer dans l'escalade⁴. La guerre au Yémen est le fruit d'un complexe de conflits d'intérêts entre acteurs déclarés et non-déclarés, qui entrave la mise sur pied d'un processus de paix accepté par tous.

La guerre au Yémen continue non seulement d'être une plaie ouverte dans le système de paix et de sécurité dans le monde, mais constitue un brasier loin d'être éteint, en dépit des quelques signes sporadiques et intermittents d'espoir de mettre fin au conflit.

L'un de ces signaux faibles était la baisse, en victimes civiles, remarquée en 2019 par rapport à 2018 (33%). Malheureusement, en 2020, les pertes civiles repartent à la hausse, avec en moyenne plus de six personnes tuées chaque jour.

- **Le conflit Israélo-palestinien**

Le plan américain pour la résolution du conflit entre Israéliens et Palestiniens, communément appelé "deal du siècle", a exacerbé les tensions entre Palestiniens et Israéliens en prolongement des tensions déjà générées par le déplacement de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem. L'implication de l'Iran et du Hizbollah

3. Voir : <https://www.un.org/press/fr/2020/cs14111.doc.htm>

4. L'embargo imposé depuis 2015 n'a jamais pu mettre fin à l'arrivée d'armements de plus en plus sophistiqués dans le pays. Si les frontières maritimes du pays sont relativement contrôlables, celles terrestres le sont beaucoup moins.

dans le conflit fournit les ingrédients nécessaires pour réalimenter continuellement la tension dans ce dossier et maintenir en permanence une menace déjà entretenue par la fuite en avant d'Israël et de l'administration Trump.

Ce conflit, le plus ancien dans la région, qui reste le noyau dur, de la conflictualité au Moyen-Orient, s'est accaparé les efforts du Conseil de Sécurité entre janvier et mars 2020, dans le cadre de ses travaux sur la paix et la sécurité dans la région. Cette attention s'est d'autant plus accrue qu'Israël se trouve dans un processus marathonien d'élections à répétition qui oblige le pouvoir en place à radicaliser ses positions pour se maintenir à la tête de l'Etat.

- **Les tensions dans le golfe arabo-persique**

La tension dans la région entre l'Iran, soutenu, mais pas défendu, par la Russie et la Chine, et les Etats du golfe (EAU et Arabie Saoudite), jouissant d'un appui quasi entier des USA et de l'Europe, s'est intensément accrue, après l'assassinat par les forces spéciales américaines, du Général Kassem Souleimani, patron de la Force Al Qods. L'année 2020 s'est donc ouverte dans la région sur un grave risque d'atteinte à la paix et à la sécurité internationales. La réponse, somme toute, mesurée de l'Iran, et l'attitude des USA ont, certes, réduit les probabilités d'un affrontement direct entre les deux belligérants, mais la crise opposant les antagonistes dans la région n'a pourtant pas baissé en intensité, principalement en Irak entre les milices pro-iraniennes et les forces américaines présentes dans ce pays.

Cet aspect de la belligérance au Moyen-Orient reste toujours un élément conflictogène qui menace la paix dans le monde, depuis que l'administration américaine s'est retirée de l'accord sur le nucléaire iranien et qu'elle ne cesse de multiplier les sanctions contre l'Etat perse.

3. Syrie, un conflit qui passe avant le Coronavirus

Le conflit syrien fait, à n'en pas douter, partie du dossier du Moyen-Orient. Son caractère spécial émane surtout de l'implication directe de la Russie, de sa relation étroite avec la lutte contre le terrorisme et de sa durée dans le temps. C'est dans ce sens qu'il a été traité ici séparément du Moyen-Orient.

C'est surtout autour de la situation dans la région d'Idlib que s'ouvre le dossier syrien en 2020. Déjà dès la mi-décembre 2019, les forces d'Assad, soutenues par l'aviation russe, avaient intensifié leurs attaques sur la région d'Idlib, dominée par les djihadistes de Hayat Tahrir Al-Cham (ex-branche syrienne d'Al-Qaïda). Cette recrudescence de la violence avait mis fin aux accords conclus à Sotchi, en 2018, entre Ankara, qui soutient les rebelles à Idlib, et Moscou, allié de Bachar Al-Assad.

Le 9 janvier 2020, l'armée russe annonce un nouveau cessez-le-feu, qui ne put résister devant la ferme volonté du régime syrien de vouloir en découdre avec l'opposition. L'armée de Bachar, soutenue par ses alliés, reprend ses bombardements dans la province d'Idlib sans se soucier des avertissements de la Turquie qui avait massé d'importants moyens militaires près de la région. D'ailleurs, le 27 février, au moins 33 militaires turcs sont tués dans des frappes aériennes attribuées par Ankara au régime syrien. Cette dernière

lance le 1er mars, une offensive militaire contre le régime d'Assad à Idlib. Le ton monte, également, entre la Turquie et la Russie, après que l'aviation de cette dernière eut lancé un raid tuant des dizaines de militaires turcs. Sur un autre registre, la Turquie reproche à l'Europe de ne pas la soutenir dans sa guerre contre le régime syrien et menace d'ouvrir sa frontière pour laisser se déverser des vagues de migrants sur l'Europe, menace qu'elle exécute à la fin du mois de février, faisant planer sur l'Europe le spectre de la crise de 2015. Erdogan est finalement reçu à Bruxelles et un accord intervient entre lui et les Européens pour mettre fin au différent sur la migration. Auparavant, le président turc s'était rendu au Kremlin et avait pu trouver avec son homologue syrien un nouvel accord de cessez-le-feu à Idlib.

Le conflit est traité selon deux processus parallèles, une initiative russe qui tourne autour des accords d'Astana et un processus conduit par les Nations unies.

Ce double processus complique toute prévision concernant cette crise qui, même voilée, dans l'opinion publique internationale, par le désastre du Coronavirus, n'en demeure pas moins un foyer de tension à surveiller. Le Conseil de Sécurité lui a consacré huit réunions durant le premier trimestre de 2020.

4. La Libye, des développements qui font craindre pour la paix mondiale

La Libye entame l'année 2020 dans une atmosphère d'escalade dangereuse. Des parties étrangères s'impliquent dans le conflit qui s'internationalise au grand dam de la paix et de la sécurité dans le monde. La stabilité de trois régions au moins s'en trouve menacée de par leurs liens géographiques ou historiques avec la zone.

- La région méditerranéenne : Egypte, Turquie, Liban, Syrie, Israël, Chypre et Grèce, à l'Est, et Maroc, Algérie, Tunisie, France, Italie et Espagne, à l'Ouest, ne peuvent géopolitiquement se désintéresser de la question. Ceux qui ne seront pas directement atteints n'échapperont pas aux ricochets.
- Deux autres régions qui se recoupent avec l'espace méditerranéen, ne peuvent éviter d'être affectées par la conjoncture libyenne. D'une part, le Grand Maghreb dont la Libye est partie intégrante et, d'autre part, le Moyen-Orient dont les pays partagent avec la Libye l'appartenance à la Ligue arabe.
- La région du Sahel, dont le chaos actuel est conséquent à la déstabilisation, en 2011, de la Libye s'enfonce de plus en plus dans le tourbillon de la violence au fur et à mesure que la situation se complique en Libye.

« Au niveau international, les grandes puissances adoptent des positions plutôt mitigées, à l'exception de la Russie qui, en dépit d'un langage diplomatique assurant la neutralité entre les deux forces, cache mal son soutien pour le maréchal Khalifa Haftar. Ce dernier, soutenu également par les Emirats-Arabes-Unis, l'Egypte et l'Arabie Saoudite, voit ses ennemis de Tripoli faire appel à la Turquie, relativement appuyée par le Qatar, pour contrer ses visions hégémoniques sur la capitale libyenne. Le Gouvernement d'Union nationale (GNA) avait également, fin décembre 2019, adressé des lettres à quatre autres pays qualifiés d'amis (USA, UK, Algérie et Italie) leur proposant des "accords sécuritaires

bilatéraux” dont le fond de toile concerne la défense du gouvernement Serraj, contre les visées conquérantes de Khalifa Haftar. Le fait que la France ne fasse pas partie des pays appelés à la rescousse par Tripoli, signifie que cette dernière est convaincue de l'appui de la France au Maréchal de l'Est »⁵.

La situation qui était déjà tendue depuis le mois d'avril 2019, lorsque le Maréchal Khalifat Haftar avait entamé une attaque pour la conquête de Tripoli, devient explosive après l'entrée en scène de la Turquie, dont les intérêts dans la région s'opposent à ceux d'une multitude de pays allant de l'Algérie, voisin de la Libye, jusqu'à Israël, préoccupé par le partage des sources énergétiques dans la Méditerranée, en passant par la Grèce, Chypre ou encore le Liban.

Les Européens viennent de lancer l'opération Irini - « paix » en grec - qui remplace l'opération Sofia, et qui vise à garantir l'embargo sur les armes, conformément à la résolution 2292 (2016) du Conseil de Sécurité des Nations unies. L'entrée en action de cette mission, ne tardera pas à raviver les tensions entre la Turquie et l'Europe, la première étant le seul pays qui achemine armements et combattants vers la Libye.

Situation sur le terrain en Libye, au mois de mars 2020



5. Voir mon opinion du 3 janvier 2020 : <https://www.policycenter.ma/opinion/crise-libyenne-la-turquie-le-maghreb-l%E2%80%99egypte-les-pays-du-golfe-et-les-autres%E2%80%A6#.XoomKtNKju4>

5. Le Sahel, un foyer préoccupant où le Coronavirus compliquerait la mise en place de nouvelles mesures

Le premier trimestre de 2020 s'est entamé dans la même ambiance qui a sévi durant l'année 2019, en dépit de quelques réussites de la force Barkhane contre les djihadistes. Le Niger avait subi au mois de janvier l'attaque la plus meurtrière contre son armée (base militaire à Chinégodar avec 89 morts). En Mars, c'est au tour de l'armée malienne d'être endeuillée, en perdant une trentaine de soldats dans l'attaque par les groupes terroristes d'une position militaire dans la localité de Tarkint.

Au Burkina Faso, pays éprouvé en 2019, la nouvelle année ne s'était pas annoncée meilleure. Ici se sont les populations civiles qui souffrent des attaques des djihadistes ; collégiens à Toéni le 4 janvier ; 36 morts parmi les populations de Nagraogo et Alamou, le 20 janvier ; 39 autres à Silgadji le 25 du même mois ; 24 morts dans une église ; 10 policiers à Sebba en février et une quarantaine de peulhs de Braga Dinguila tués par des milices en mars.

La situation dans cette région reste préoccupante, d'autant plus que le risque du terrorisme rencontre d'autres menaces qui pèsent sur la région, telles que la criminalité transnationale organisée, la sécheresse et les changements climatiques, les crises alimentaires et la conflictualité ethnique ou instrumentalisant l'ethnisme.

L'opérationnalisation d'initiatives européennes et du G7 sont attendues durant les semaines à venir, mais seront certainement ralenties ou retardées par une potentielle propagation de la pandémie Covid-19. Cette dernière amplifierait certainement la situation sécuritaire dans la région.

Pour conclure : A quoi peut-on s'attendre au deuxième trimestre ?

- **Le quasi-consensus sur l'utilité du confinement sera rompu**

Une guerre d'opinions opposera les économistes aux politiciens humanistes. Pour les premiers, un ébranlement de l'économie du monde est plus périlleux que les effets sanitaires de n'importe quelle pandémie. Ils appelleront de toutes leurs forces à un de-confinement, ne serait-ce que graduel et partiel, pour permettre de limiter les dégâts sur l'économie du monde. Ils seront certainement appuyés par le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale (BM) et l'administration américaine. Les seconds, auront tendance à vouloir attendre que l'acuité de la pandémie baisse et arboreront plus de soucis pour la santé des populations. Ils recevront le soutien des altermondialistes, des verts et droits-homistes. Le quasi-consensus sur l'utilité du confinement sera rompu et se posera alors la question du système international de transport, l'un des plus dépendant des accords internationaux. En effet, si des avions ou des navires de passagers partent d'un pays, il faut qu'ils aillent dans un autre, mais sera-t-il ouvert ? Le trafic international ne peut retrouver son aisance que si le monde retrouve son ouverture d'avant. Les pays vivant de tourisme déploieront le maximum d'efforts pour paraître sains

de virus avant l'été et s'affaireront durant le prochain semestre à donner la meilleure image d'eux-mêmes.

- **Pas de changement dans les principales tensions**

Qu'il s'agisse du Moyen-Orient, de la Syrie, du Yémen, de la Libye ou du Sahel, la situation ne peut avoir de changement notable. Le monde qui a baissé la tête face aux premières salves du Coronavirus, quittera les tranchées pour s'occuper du virus. Même le Conseil de Sécurité sera probablement pressé de s'y intéresser et aura tendance à se concentrer plus sur la pandémie que sur les autres conflits, même en étant peu convaincu de parvenir à des résultats utiles. Par ailleurs, chacun des belligérants dans les conflits en cours tentera de profiter de la crise pandémique pour mieux presser son antagoniste. Qu'il s'agisse du Yémen, de la Libye, de la Syrie ou du Sahel, il est très peu probable que la paix puisse avancer d'ici l'été prochain. Les situations dans ces foyers auront tendance à se crispier encore plus.

- **L'Allemagne s'occupera de sauvegarder l'Europe**

Le virus semble avoir éprouvé les pays européens et, surtout, achevé de creuser la tombe de la solidarité européenne, déjà malade de ses dissensions autour de la migration. L'Allemagne est le pays qui a le moins plié devant la pandémie. Elle se remettra avant les autres et se verra dans l'obligation de ramasser et de recoller les morceaux d'une Europe menacée d'éclatement. Le deuxième trimestre de l'année sera certainement consacré à une réconciliation européenne.

- **Aux USA, Trump continuera de s'attaquer à la Chine**

Le président américain n'est pas étanche aux hypothèses qui font de la Chine le leader du monde après le Coronavirus. Si cette hypothèse se réalise, il sera certainement désigné comme le Gorbatchev américain. D'autant qu'une telle hypothèse lui ferait perdre le second mandat, quelle que soit la date retenue pour les élections aux USA. Tous ses efforts au deuxième trimestre porteront en premier lieu sur la reprise de l'économie américaine, d'une part, et la continuité dans les mesures contre la Chine, d'autre part. Si le premier ministre italien avait déclaré sacrifier l'Italie pour les Italiens, Trump n'hésiterait pas à sacrifier les Américains pour l'Amérique.

Annexe : Réunion du Conseil de Sécurité entre les 8/1 et 12/3/ 2020.

Date	Numéro	Objet
8 janvier 2020	CS/14069	Afrique de l'Ouest et Sahel
9 janvier 2020	CS/14071	Moyen-Orient
10 janvier 2020	CS/14072	Débat : la Charte de l'ONU
10 janvier 2020	CS/14074	Syrie
13 janvier 2020	CS/14075	Yémen
13 janvier 2020	CS/14076	Colombie
13 janvier 2020	CS/14077	Respect Charte des Nations unies
15 janvier 2020	CS/14080	Mali
16 janvier 2020	CS/14082	Yémen
21 janvier 2020	CS/14085	Moyen-Orient
22 janvier 2020	CS/14086	Moyen-Orient
29 janvier 2020	CS/14088	Syrie
29 janvier 2020	CS/14090	Syrie
30 janvier 2020	CS/14091	Chypre
30 janvier 2020	CS/14092	Libye
30 janvier 2020	CS/14093	sécurité en Asie du Sud-Est
31 janvier 2020	CS/14096	République centrafricaine
5 février 2020	CS/14098	armes légères et de petit calibre
6 février 2020	CS/14099	la crise ukrainienne
6 février 2020	CS/14100	nord-ouest de la Syrie
7 février 2020	CS/14102	Syrie : menace de Daech
11 février 2020	CS/14103	Conflit israélo-palestinien
11 février 2020	CS/14104	Soudan Darfour
11 février 2020	CS/14105	Libye
11 février 2020	CS/14106	Afrique de l'Ouest et Sahel
12 février 2020	CS/14107	protection enfants dans les conflits
12 février 2020	CS/14108	Libye
13 février 2020	CS/14109	justice transitionnelle
14 février 2020	CS/14110	Guinée-Bissau
18 février 2020	CS/14111	Yémen, l'escalade militaire
18 février 2020	CS/14112	Ukraine
19 février 2020	CS/14114	Nord-ouest de la Syrie
20 février 2020	CS/14116	République centrafricaine
20 février 2020	CS/14117	Haïti
24 février 2020	CS/14119	Cisjordanie.
24 février 2020	CS/14120	Somalie
25 février 2020	CS/14121	Yémen
26 février 2020	CS/14125	prolifération nucléaire
27 février 2020	CS/14127	Syrie
27 février 2020	CS/14129	Embargo partiel armes Somalie
28 février 2020	CS/14130	Guinée-Bissau
28 février 2020	CS/14132	tribunaux pénaux internationaux
28 février 2020	CS/14131	nord-ouest de la Syrie
3 mars 2020	CS/14134	Iraq
4 mars 2020	CS/14135	Soudan du Sud
10 mars 2020	CS/14139	Afghanistan, USA, Talibans
11 mars 2020	CS/14140	Afrique anti-terrorisme
12 mars 2020	CS/14141	Soudan du Sud
12 mars 2020	CS/14142	Yémen

À propos de l'auteur, **Abdelhak Bassou**

Abdelhak Bassou est Senior Fellow au Policy Center for the New South. Ancien préfet de police, il fut investi de plusieurs responsabilités au sein de la Direction Générale de la Sûreté Nationale Marocaine dont chef de la division de la police des frontières de 1978 à 1993 ; Directeur de l'Institut Royal de Police en 1998 ; Chef des Sûretés régionales (Er-Rachidia 1999-2003 et Sidi Kacem 2003-2005) et également Directeur Central des Renseignements Généraux de 2006 à 2009. Il a également participé aux travaux de plusieurs instances internationales dont le Conseil des Ministres arabes de l'intérieur de 1986 à 1992, où il a représenté la Direction Générale de la Sûreté nationale dans plusieurs réunions. Abdelhak Bassou est titulaire d'un Master en études politiques et internationales de la Faculté des sciences juridiques, économiques et social d'Agdal à Rabat sur un mémoire intitulé « L'Organisation Etat Islamique, naissance et futurs possibles ».

À propos de **Policy Center for the New South**

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma